

Index AI : PRE01/388/2013  
05 August 2013

## **Cuba. Il faut immédiatement libérer cinq prisonniers d'opinion**

Les autorités cubaines doivent libérer immédiatement et sans condition cinq hommes ayant été adoptés comme prisonniers d'opinion par Amnesty International.

Les cas de ces hommes – Rafael Matos Montes de Oca, Emilio Planas Robert et les frères Alexeis, Diango et Vianco Vargas Martín – sont révélateurs de la répression qui continue à sévir contre la liberté d'expression dans l'île, a déclaré l'organisation.

« En matière de répression de la liberté d'expression à Cuba, ces cinq cas ne sont que la partie émergente de l'iceberg », a expliqué Javier Zúñiga, conseiller spécial auprès d'Amnesty International.

« Le seul progrès accompli par le gouvernement cubain a été la réforme de la loi sur la migration cette année. Elle a permis à de nombreuses personnes, y compris des défenseurs des droits humains et des opposants au gouvernement, de voyager à l'étranger. Il reste encore beaucoup à faire pour garantir les libertés civiles et politiques dans ce pays. »

Emilio Planas Robert et Rafael Matos Montes de Oca ont tous deux été déclarés coupables de « dangerosité » (ou propension particulière à commettre des crimes) et doivent désormais faire l'objet de mesures de sécurité préventives, bien qu'aucun élément à charge n'ait été produit devant le tribunal.

« Le recours à cette loi particulière, qui autorise le gouvernement à emprisonner des citoyens sur la base d'éléments très ténus lorsqu'il estime que ces personnes sont susceptibles de commettre un crime à l'avenir, est une atteinte flagrante aux normes internationales. Ce texte doit être abrogé immédiatement », a indiqué Javier Zúñiga.

« Cette loi digne d'un roman d'Orwell n'est qu'un prétexte pour faire taire les voix critiques » a-t-il ajouté.

Amnesty International estime que cette condamnation est motivée par des considérations politiques, car les deux hommes sont membres de l'Union patriotique de Cuba (UNPACU), une organisation de la société civile qui milite pour que les libertés civiles soient mieux respectées sur l'île.

Alexeis Vargas Martín et ses frères, Diango et Vianco Vargas Martín, jumeaux âgés de 17 ans, tous membres de l'UNPACU, ont été accusés par la police d'avoir recouru à la violence et à des manœuvres d'intimidation contre un représentant de l'État. Ils n'ont pas été inculpés et leur avocat n'a pas été autorisé à consulter leurs dossiers. Ils sont détenus dans différentes prisons de la province de Santiago de Cuba.

« La répression visant les journalistes indépendants, les dirigeants de l'opposition et les défenseurs des droits humains s'est intensifiée au cours de l'année écoulée, et rien n'indique que la situation va s'améliorer », a ajouté Javier Zúñiga.

« Ces derniers mois, nous avons reçu de nombreuses informations selon lesquelles des personnes ont été arrêtées de manière arbitraire, voire emprisonnées, sur la base d'accusations ridicules bafouant les normes internationales. »

À la fin juin 2013, 2 143 personnes se trouvaient semble-t-il en détention pour de courtes durées à Cuba.

D'après certaines informations, il y a eu en moyenne 400 placements en détention de courte durée chaque mois en 2012, et les militants se rendant à La Havane depuis les différentes provinces ont dans bien des cas été interpellés. La Commission cubaine des droits humains et de la réconciliation nationale, un organe indépendant, a recensé 6 602 incarcérations d'opposants au gouvernement l'an dernier, contre 4 123 en 2011 et 2 074 en 2010.

### **Complément d'information**

Calixto Martínez, journaliste d'investigation cubain, a été remis en liberté le 9 avril 2013 après qu'Amnesty International l'ait adopté comme prisonnier d'opinion en janvier. Il a été détenu pendant près de sept mois mais n'a jamais été inculpé d'une quelconque infraction.

Emilio Planas Robert et Rafael Matos Montes de Oca ont été appréhendés dans la ville de Guantánamo (est du pays) les 23 et 27 septembre 2012 respectivement, à la suite de l'apparition dans la ville d'affiches couvertes de slogans antigouvernementaux.

Alexeis Vargas Martín a été arrêté le 27 novembre 2012 dans la ville de Santiago de Cuba, alors qu'il tentait de rentrer chez lui. Sa mère, qui est membre de l'organisation d'opposition des Dames en blanc, célébrait un anniversaire. Des partisans du gouvernement manifestaient devant la maison et avaient bloqué la rue.

Ses frères, Diango et Vianco Vargas Martín, ont été arrêtés le 2 décembre alors qu'ils protestaient contre l'incarcération de leur frère devant un poste de police.